

Convention collective

**EXPLOITATIONS ET ENTREPRISES AGRICOLES
(CÔTE-D'OR, NIÈVRE ET YONNE)
(21 novembre 1997)**

(Etendue par arrêté du 23 mars 1998,
Journal officiel du 26 mars 1998)

AVENANT N° 23 DU 27 OCTOBRE 2005 (1)

NOR : AGRS0597225M

Entre :

La fédération régionale des syndicats d'exploitants agricoles de Bourgogne ;

Le syndicat des employeurs de main-d'œuvre agricole de la Nièvre ;

La fédération régionale des entreprises de travaux agricoles et ruraux ;

La fédération régionale des CUMA,

D'une part, et

L'union régionale des syndicats CFDT de Bourgogne (pour l'article 1^{er}) ;

L'union régionale des syndicats CFTC de Bourgogne ;

L'union régionale des syndicats CGC de Bourgogne,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'annexe II à la convention collective du 21 novembre 1997 est modifiée comme suit :

B. – Travail à la tâche en viticulture (Yonne)

1. Dispositions d'embauche d'un tâcheron

Remarques sur la durée du travail

Lorsque le nombre d'heures à l'hectare × surface totale prévue au contrat est :

1. Inférieur à 1 607 heures (journée de solidarité comprise), le contrat est réputé établi à temps incomplet ;

(1) La procédure d'extension de ce texte a été engagée.

2. Egal à 1 607 heures (journée de solidarité comprise), le contrat est réputé établi à temps plein ;

3. supérieur à 1 607 heures (journée de solidarité comprise), le contrat est réputé établi à temps plein majoré d'heures supplémentaires à 25 %.

B. – *Travail à la tâche en viticulture (Nièvre)*

1. Dispositions d'embauche d'un tâcheron

Remarques sur la durée du travail

Lorsque le nombre d'heures à l'hectare \times surface totale prévue au contrat est :

4. Inférieur à 1 607 heures (journée de solidarité comprise), le contrat est réputé établi à temps incomplet ;

5. Egal à 1 607 heures (journée de solidarité comprise), le contrat est réputé établi à temps plein ;

6. Supérieur à 1 607 heures (journée de solidarité comprise), le contrat est réputé établi à temps plein majoré d'heures supplémentaires à 25 %.

Article 2

L'article 31 *bis* intitulé « Convention de forfait sur une base annuelle d'heures de travail » est modifié comme suit :

« Une convention de forfait sur une base annuelle d'heures de travail peut être conclue avec les salariés itinérants non cadres dont la durée du temps de travail ne peut être prédéterminée ou qui disposent d'une réelle autonomie dans l'organisation de leur emploi du temps pour l'exercice des responsabilités qui leur sont confiées. Cette convention doit figurer dans le contrat de travail et doit respecter les règles sur la durée du travail applicables à l'exploitation. »

Article 3

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant qui sera déposé en 5 exemplaires au service départemental de l'inspection du travail de l'emploi et de la politique sociale agricoles de la Côte-d'Or à Dijon.

Fait à Pouilly-en-Auxois, le 27 octobre 2005.

(Suivent les signatures.)